



Zeugma

Année 2005 - Décembre - Numéro 51

« Plus la situation matérielle des enfants est améliorée, plus nous trouvons que la discipline gagne, que le travail produit s'améliore, que les moeurs s'adoucissent et que la population se développe en bien être matériel et moral ».

Jules Simon « L'Ouvrier de huit ans » 1867.

NELLY PESENTI, Directrice Départementale de la Prévention et du Développement Social.

Mercredi 16 novembre, réunion du Comité Départemental de Prévention Spécialisée.

Notre rendez-vous habituel revêt une intensité particulière. Nous profitons de la rencontre pour échanger sur ce qui préoccupe la France entière, mais aussi la Haute-Savoie, et que je ne sais précisément nommer. Doit-on parler de violences urbaines ou plutôt de la vie des quartiers ou encore de la détresse ou révolte des jeunes ?

Ma difficulté à citer l'objet même des événements n'est pas le fruit du hasard. Les médias nous amèneraient à penser que tous les quartiers « brûlent », même en Haute-Savoie, et pourtant le descriptif que font les acteurs de terrain s'avère différent.

Le témoignage des élus confirme la nécessaire vigilance à avoir dans un tel contexte mais aussi et surtout l'écoute à développer...

De ma place, sans porter d'appréciation aucune sur les événements eux-mêmes, je souhaiterais uniquement -puisque Zeugma me donne la parole, et je l'en remercie-, faire un zoom spécifique sur quelques points de réflexions concernant notre action en Haute-Savoie. Zoom résolument positif qui doit guider nos

orientations à venir.

Il est toujours facile de faire le constat d'un bon fonctionnement dans un contexte serein... Nous savons que c'est en période de crise que nous sommes réellement à même d'apprécier l'impact de nos dispositifs. Dans le contexte du moment, la structuration de la prévention spécialisée n'a pas fait défaut. Secteurs public et privé ont collaboré et permis une attention, une réflexion partagées, et une action déclinée en fonction des spécificités de terrain.

Cette collaboration, nous l'avons souhaitée, voulue, organisée dans le cadre du CDPS et nous pouvons aujourd'hui faire le constat de sa pertinence.

Le dialogue entre la Prévention Spécialisée et les élus, les collectivités est désormais une réalité. Réalité sur laquelle il a été possible de s'appuyer. Chacun connaît et reconnaît l'autre. Les niveaux de collaboration ont été correctement établis, permettant à chacun de mener la mission qui est la sienne en intelligence et compréhension d'un contexte global.

Le CDPS a certainement contribué à créer le climat de confiance propice, nécessaire à une collaboration bien comprise. Les élus départementaux y sont très attachés et nous aurons, en partenariat avec les structures (association et service), à conforter ce « travailler ensemble ».

L'écho des paroles des jeunes, relayé par les professionnels, fait état d'une désapprobation « sur la forme », sur la tournure qu'ont pris les événements... Leur conscience

que les méthodes utilisées, répréhensibles en soi, risquent d'occulter les véritables débats me paraît un réel signe de maturité. La jeunesse, contrairement aux idées reçues, ferait-elle preuve de lucidité ? Serait-elle à même de s'engager dans un comportement citoyen... ? Serait-elle prête à faire connaître ses revendications, en débattre et utiliser les voies de la démocratie... ?

Cette vision positive est celle que je retiendrai et celle qui doit alimenter nos réflexions.

« Les parents sont présents, ils se mobilisent ». Ce constat, partagé par l'ensemble des acteurs doit être relayé. La parentalité n'est pas seulement un concept, elle est à l'œuvre.

En situation de crise, les parents jouent naturellement leur rôle de protection. Il convient de le faire savoir.

Nous avons, dans ce Département, beaucoup développé les actions de prévention. Continuons à soutenir les parents... Ils nous confirment qu'ils ont du potentiel pour exercer leur difficile « métier ».

Pour conclure et une fois n'est pas coutume, je profite de cet article pour remercier vivement les acteurs de la prévention, travailleurs sociaux de terrain, encadrants, dirigeants... pour leur professionnalisme et leur engagement.

MICHEL NEHR

Directeur de l'Association

PASSAGE

Il est bien sûr que les derniers événements survenus dans les banlieues nous ont tous inquiétés, élus, forces de l'ordre, éducateurs... Beaucoup parmi nous ont été sollicités par les médias, et en ce qui concerne la Prévention Spécialisée du département, nous avons choisi de ne pas répondre à ces sollicitations pour ne pas ajouter inutilement au tohu-bohu ambiant, chacun ayant son explication, son responsable, son analyse, et ayant prévu de longue date, ce qui s'est passé...

Je dois confesser qu'en ce qui me concerne, si j'avais déjà vu des banlieues s'enflammer dans ma vie professionnelle, je n'avais pas imaginé une situation quasi insurrectionnelle sur tout le territoire, et sur un temps aussi long, obligeant l'État à employer la solution extrême du couvre feu pour ramener l'ordre. Ce défaut de prédiction est certainement dû à la situation particulière de la Haute Savoie qui ne compte nulle part de zone de non droit, qui a su ne pas construire de quartiers de relégation, qui a un taux de chômage en dessous de la moyenne nationale, et qui a doté les quartiers d'habitat populaire de travailleurs sociaux qui effectuent un travail éducatif de fond depuis de longues années.

Bref, il est sûr que notre territoire n'a pas grand-chose à voir avec les cités de la couronne parisienne. Et pourtant, il serait particulièrement imprudent de s'en tenir à cette remarque lapidaire et de rester sourd aux messages de ces jeunes. La précarité, le manque de perspective, la discrimination, le désœuvrement, la pauvreté, existent aussi en Haute Savoie. Les éducatrices et éducateurs de prévention du département pourraient citer des dizaines d'exemples en attestant. Et la question posée par les éducatrices de Faverges « Nous nous demandons comment transformer le désespoir des

jeunes en mobilisation positive et citoyenne ? » reste pour l'heure avec son point d'interrogation bien campé en fin de phrase...

En effet, si l'on considère que l'éducation consiste en trois démarches : Aimer, Sécuriser, et Transmettre, on peut s'inquiéter pour ces jeunes dont nous parlons depuis quelques semaines.

Sont-ils aimés ?

L'amour est défini, dans le cas qui nous intéresse, comme un vif sentiment d'affection que ressentent les uns pour les autres, les membres d'une même famille.

Cet amour, cette affection profonde et gratuite que l'on doit à l'enfant et qui fonde l'état de parentalité, existe bien au sein des familles, nous en avons eu preuve une fois encore. Par contre, ce sentiment qu'on pourrait appeler également, considération, respect, affection... est-il beaucoup moins développé par la société d'aujourd'hui qui semble avoir beaucoup plus peur de ses enfants qu'elle ne les aime. Elle les surveille plus qu'elle ne veille sur eux. Il conviendrait à mon sens d'éviter « l'étatisation » du devoir parental en punissant les mauvais parents et de ne pas transférer leur responsabilité sur les grands frères ou les imams. Soutenir la famille comme premier lieu d'éducation, voilà une véritable action de prévention.

Sont-ils sécurisés ?

La sécurité évoque à la fois une situation dans laquelle aucun danger n'est à redouter et également le sentiment de celui qui pense qu'aucun danger n'est à craindre. On voit bien que dans le premier cas il s'agit d'un fait objectif, et dans l'autre qu'il s'agit d'une réaction plus aléatoire, sans lien direct avec la réalité.

Le fait d'être "exempt de soucis, sans inquiétude" (c'est la signification du mot latin securus), s'applique donc pour le jeune, autant pour le corps que pour l'esprit.

Là non plus, le compte n'y est pas pour tous les jeunes. Et je ne parle pas des jeunes les plus en difficulté, ceux que rencontrent les éducateurs du Centre Ville d'Annecy, avec les problèmes vitaux de subsistance ou d'hébergement. Non, je parle bien de ceux qui vivent dans une famille précaire, avec des revenus aléatoires, ceux pour qui l'école n'est pas un lieu d'apprentissage mais le lieu dans lequel se mise l'enjeu de leur réussite. Ceux qui ne savent pas se projeter jusqu'à demain, ceux qui craignent toujours de ne pas être choisis. Enfin ceux qui, en désespoir de cause, se contentent de rester le derrière collé à la murette, à longueur de journée, ou que le manque de perspectives conduit à la délinquance ou à la révolte.

Que leur transmet-on ?

Certainement pas toujours le bon exemple ! Et si l'on se réfère aux derniers événements, la transgression de la loi ne s'observe pas que dans les quartiers difficiles ! Loin de moi de vouloir généraliser l'attitude délictueuse de certains adultes, à l'ensemble. Il est toujours facile d'expliquer aux jeunes que soit, celui-ci a commis une faute, mais qu'il a été condamné. Non, ce qui est plus grave, c'est l'attitude d'une partie de nos responsables quel que soit leur domaine de responsabilité, qui instaurent la violence ou le viol délinqué de la loi en système social.

Il me semble que le message est particulièrement brouillé par une partie de la société qui considère que la force et la violence sont des modes relationnels utilisables au même titre que d'autres, dans notre démocratie. Les exemples sont malheureusement nombreux qu'ils soient d'ordre économique (licenciements boursiers) ou qu'ils soient donnés parfois, par ceux là mêmes qui sont chargés de faire les lois... Allez, après cela, expliquer à des jeunes qui ne possèdent ni ne maîtrisent tous les moyens d'expression, que dans une démocratie, ce n'est pas la loi du plus

fort qui prime, que le plus fort aujourd'hui trouvera un plus fort que lui demain. Les jeunes d'ailleurs ne s'y trompent pas lorsqu'ils expriment dans notre enquête « qu'il faut brasser pour se faire entendre »...

Et après ?

Que restera-t-il de cette crise dans quelques mois ?

J'espère, de vraies décisions nationales susceptibles d'améliorer du-

rablement les conditions de vie des habitants des cités. Quant aux éducateurs, ils poursuivront leur mission d'éducation sur ces trois axes.

Aimer ces jeunes, c'est-à-dire leur montrer de la considération, du respect, de l'affection afin d'établir la nécessaire relation de confiance avec l'adulte.

Les sécuriser, c'est-à-dire veiller à leur hébergement, à leur subsistance, les inscrire dans un par-

cours de vie qui donne de l'espoir et du sens.

Enfin leur transmettre les valeurs de la Démocratie et de la République et leur donner l'exemple d'adultes en phase avec les principes qu'ils énoncent.

Le mot « Crise » emprunté au grec krisis, signifie « décision ». Souhaitons que celles qui devront être prises soient à la hauteur des enjeux...



PHILIPPE MORIN, Responsable du Service de Prévention Spécialisée E.P.D.A. « Le Village du Fier »

Nous venons de vivre collectivement une situation d'urgence où durant une quinzaine de jours, chacun s'est interrogé sur le mal des banlieues, la faillite du modèle républicain et la violence d'une jeunesse à la dérive.

Les manifestations émeutières se sont propagées sur de nombreuses agglomérations, laissant entrevoir une géographie sociale de notre pays suivant la cartographie des Zones Urbaines Sensibles. Les banlieues, les quartiers d'habitat social sont à nouveaux perçus comme des espaces de tensions sociales, de confrontations ethniques et de relégation. Le spectre de la ghettoïsation et des dérapages communautaires hante nos esprits et alimente le sentiment d'insécurité. Le risque d'une tiers mondialisation de certaines périphéries urbaines se profile avec son cortège de violence et d'économie de survie.

Le sens commun associe grands ensembles, chômage, immigration, jeunesse et délinquance. En stigmatisant des groupes de population, il donne à voir la déliquescence du lien social et l'impérieuse nécessité de produire de la cohésion et de l'appartenance collective.

Durant cette période troublée, notre département est resté relativement épargné, et « l'imitation émeutière » n'a guère fonctionné parmi les jeunes. Le 74 n'est pas le Neuf-Trois, et les réalités locales ne sont pas comparables avec les concentrations urbaines d'Ile de France.

Cependant, bien que notre département soit un des plus dynamiques sur le plan économique et démographique, la pénurie de logement et l'augmentation significative des disparités sociales occasionnent une dégradation progressive des processus d'intégration locale. L'aspiration légitime pour chaque jeune à l'autonomie se heurte aux conditions de vie d'un territoire de richesse. L'ensemble des acteurs, politiques, économiques et sociaux mesurent l'enjeu de notre modernité : Assurer un développement durable et maintenir la cohésion des populations, par delà les appartenances identitaires et sociales.

Pour nous, éducateurs de Prévention Spécialisée, il nous faut sans cesse être avec les populations jeunes les plus démunies pour partager des expériences de vie et reconnaître des conditions légitimes de dignité, car nos actions se fondent sur des rencontres singulières et s'engagent au nom de la collectivité. C'est, quotidiennement manifester notre confiance dans leurs capacités en impulsant d'autres manières de voir, d'autres façons

d'être, d'autres raisons pour agir. C'est aussi inscrire nos actions éducatives dans une perspective d'expérimentation citoyenne autour des valeurs démocratiques et humanistes d'échange, de tolérance et de respect de l'autre. C'est enfin, faire ensemble pour rendre possible d'autres trajectoires.

Lors de ces dernières semaines, nous avons tous mesuré l'importance d'un partenariat de qualité. Continuons à œuvrer en concertation en considérant les jeunes et les parents comme nos alliés, qui, au regard de la situation nationale ont su faire preuve de sagesse, de discernement et de responsabilité. Cette crise nationale révèle l'étendue de la tâche à accomplir, mais elle ne doit pas gommer les années d'actions publiques en direction des quartiers et des populations les plus fragilisées.

Le défi auquel nous sommes confrontés requiert toutes les énergies et le temps des querelles partisans est révolu. La jeunesse nous juge sur nos actes et attend que pour les fils et les filles de France nous soyons à la hauteur du rendez-vous. La communauté des adultes est attendue dans son engagement pour un avenir juste et solidaire.

A chacun d'entre nous d'en partager la responsabilité.



QUE DISENT LES JEUNES ?

Au plus fort des événements nationaux dans les cités, tous les éducateurs du département ont été très présents sur leur quartier, recueillant les paroles, les sentiments des jeunes, et accueillant leurs propositions et souhaits. Plus précisément, les éducateurs de PASSAGE ont collecté ces données à l'aide d'un canevas d'indicateurs identiques pour chaque équipe. Il ne s'agit pas là d'un travail scientifique, mais d'une photographie d'ambiance à un moment donné. Nous avons choisi de rendre compte de ce travail de manière globale et non ville par ville. En effet, la majorité des jeunes rencontrés expriment globalement les mêmes sentiments quel que soit l'endroit, même si parfois, ça et là, l'expression se fait plus âpre.

Dans la semaine du 7 au 13 novembre, les équipes ont évalué à 240, le nombre de jeunes rencontrés et concernés par les événements nationaux et locaux (185 sont des garçons - Ils ont pour la majorité entre 13 et 22 ans). Très peu de jeunes rencontrés par les éducateurs disent ne pas être concernés par les événements. Deux exceptions méritent d'être soulignées :

- Les jeunes du Centre-ville d'Annecy dont la situation précaire et l'isolement peut expliquer ce désintérêt.

- Une grande partie des jeunes de Rumilly (Se sentent-ils, plus loin, donc plus protégés ?)

Que dit la majorité des jeunes :

Ils ne sont pas étonnés par la réaction dans les banlieues. Ils disent qu'eux aussi en ont « ras le bol ». Ils désapprouvent par contre la manière dont le « ras le bol » s'exprime. Ils trouvent particulièrement injuste qu'on s'attaque aux biens des gens qui habitent les cités ou aux écoles.

Par ailleurs, ils font part de leur inquiétude (*que ça dégénère, que ça se propage, que ça se retourne contre eux, que ça les stigmatise encore plus...*), voire de leur peur (*de sortir...*). Ils adhèrent au désarroi exprimé (discrimination, ne se sentent pas respectés, se sentent inutiles, non pris en compte...) mais globalement n'adhèrent pas à la façon dont le désarroi s'exprime. Ils confirment que les aînés, les parents contribuent à « calmer » certains plus « excités ». Ils souhaitent être protégés, être considérés comme tous les autres. Ils se disent choqués par certains mots employés à leur encontre et victimes d'une forme d'agressivité. Ils expriment le sentiment de ne pas appartenir au « même monde » que tous les autres. Ils constatent qu'il faut « brasser » pour obtenir mais aussi pour être entendus.

Ils admettent que la situation des jeunes d'ici est différente de la situation des jeunes de banlieues.

Que dit une minorité des jeunes :

Ils expriment des menaces quant à leurs propres réactions ou l'envie de reproduire ce qui se passe dans la région parisienne.

Ils pensent que « C'est toujours la faute des jeu-

nes ». Certains mélangent religion, violence, racisme...

Leurs propositions ou souhaits :

Les jeunes expriment majoritairement un fort besoin « que ça change ». Ils souhaitent être vus et reconnus autrement (changer les représentations...). Bien sûr le travail et le logement restent des eldorados qu'ils revendiquent pour « avoir les mêmes droits que tout le monde ». Ils veulent qu'il y ait une réelle lutte contre les discriminations. Ils veulent être entendus, « Être considérés comme tout le monde ». Ils réclament de la protection : « il faut que l'État sévisse... », « Que les aînés et les parents apaisent... », « Que la loi s'exerce ». Ils formulent le besoin de comprendre, d'échanger, de se faire entendre : « réunions entre jeunes et adultes », « concertations entre adultes, jeunes et plus jeunes », voire réunions avec certains corps de métier comme les forces de l'ordre. Certains disent aussi : « Il faut voter ».

Ils sont très peu à penser que le changement passe par la violence et notamment celle dont sont victimes les personnes ou structures actuellement : voisins, écoles...

Quel est l'avis des professionnels :

Les équipes disent que leurs secteurs sont plutôt calmes : « nous semblons éloignés du phénomène de contagion pour l'instant », que des parents sont mobilisés pour maintenir cet état : « pères mobilisés pour maîtriser les plus jeunes et solidarité avec les familles démunies » et que les actes posés, sont plutôt isolés. La surenchère entre les quartiers explique certains faits locaux

Les équipes font état du fossé entre les jeunes de « là-bas » et « ceux d'ici ». Pour autant, elles font valoir un réel sentiment, exprimé par les jeunes, de solidarité ou d'identification : « ils disent ON plus que JE », « on va faire un bus et monter à Paris ». Ils comprennent et adhèrent au désarroi mais expriment pour eux un sentiment d'injustice, d'inquiétude, de crainte et de renforcement de stigmates.

Majoritairement, les éducateurs révèlent que la période est prétexte à beaucoup de débats. Les jeunes expriment un grand besoin de parler, d'être écoutés et l'apprécient lorsqu'on le leur permet. Les conditions de vie des jeunes des banlieues sont l'occasion de parler de ses propres conditions de vie : « les jeunes ont beaucoup à dire sur le manque d'avenir »

Les éducateurs disent qu'ils ont à faire à des jeunes plutôt lucides et responsables même s'ils existent chez quelques uns des mimétismes avec ce qu'ils voient ou entendent et qui peut provoquer de la surenchère.

La présence d'adultes sur le terrain mais aussi les possibilités de mettre des mots sur les événements nous a paru contribuer à plus de relativisme et d'apaisement. Les éducateurs restent quoi qu'il en soit, vigilants et attentifs.

AU NIVEAU NATIONAL

Les équipes les plus impliquées (région parisienne) rapportent :

- On ne peut pas dire que les événements nationaux ont été portés par un mouvement collectif de révolte.
- On a plutôt assisté à des réactions isolées, de la part de petits groupes.
- Les faits rapportés n'ont pas tous la même origine (actes d'adolescents inconscients, vengeances personnelles, escroqueries à l'assurance...)
- Les médias portent une très lourde responsabilité, à la fois dans la propagation des faits et dans la manière dont les faits ont été rapportés. Mais également, et beaucoup plus gravement, dans la manipulation de certains jeunes.
- Il faut se garder des caricatures et des explications socio-psycho-simplistes. La situation des banlieues n'est pas identique. Il n'existe pas un seul modèle.
- Il n'empêche que les problèmes de discrimination, de pauvreté, de chômage, de racisme, de logement sont bien réels... et souvent insupportables.